



Pourquoi

Boycott

Désinvestissement

Sanctions

Le 9 Juillet 2005, plus de 170 organisations provenant de la société civile palestinienne ont lancé une campagne de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) des institutions israéliennes. Cette campagne internationale a été lancée un an après le jugement de la Cour internationale de Justice (CIJ) selon lequel le mur et les colonies israéliennes construites sur les territoires palestiniens occupés étaient illégaux. Le but de cette campagne est de stopper l'impunité grâce à laquelle Israël viole le droit international ; le moyen retenu par cette campagne est de décourager les appuis politiques, militaires et économiques qui jusqu'ici ont permis à Israël de faire fi des exigences du droit international.

. Les revendications de la société civile palestinienne, au moyen notamment d'un boycott des institutions académiques et culturelles israéliennes, sont : premièrement, le retrait de tous les territoires palestiniens occupés depuis 1967, y compris Jérusalem-Est ; deuxièmement, le démantèlement de toutes les colonies établies sur lesdits territoires ; troisièmement, le respect des résolutions des Nations unies relativement aux droits des réfugiés palestiniens ; et finalement le démantèlement du système institutionnalisé et légalisé de discrimination raciale, qualifiable d'apartheid selon la définition même de l'ONU.¹

Boycotter, désinvestir et sanctionner sont les meilleurs moyens afin que la région connaisse une paix juste : il s'agit en effet de moyens non-violents, moraux et efficaces. La campagne de BDS vise d'une part à mobiliser l'opinion publique internationale afin d'exercer une pression sur l'apartheid israélien et, d'autre part, à renforcer la solidarité entre les Palestiniens et tous ceux et celles qui croient en une paix juste pour la Palestine.

Pourquoi un boycott académique? Universités israéliennes et l'occupation

Les institutions d'enseignement et de recherche israéliennes sont activement complices des politiques racistes et colonialistes d'Israël à l'endroit du peuple palestinien. Ces institutions coopèrent étroitement avec l'establishment militaire et l'industrie de la sécurité, notamment au niveau de la recherche. Elles ne se sont jamais dissociées du régime d'occupation, et ce malgré plus de quatre décennies d'étouffement systématique des programmes d'éducation palestiniens. Elles n'ont jamais condamné le système institutionnel d'apartheid, qui est clairement discriminatoire à l'endroit des citoyennes et citoyens palestiniens d'Israël, qu'il s'agisse de l'espace public, politique ou académique. Les institutions académiques israéliennes offrent conseils et «analyses stratégiques» aux services de renseignement israéliens et aux forces armées israéliennes, et elles travaillent en recherche et développement de nouvelles technologies d'armement pour les forces d'occupation. L'univers académique israélien fournit à l'occupation le soutien matériel et intellectuel, si bien qu'il a sa part de responsabilité par rapport aux graves violations des droits humains du peuple palestinien. Les intellectuels israéliens, tel le professeur Arnon Sofer de l'Université de Haïfa, bien connu pour son affirmation infâme selon laquelle les citoyennes et citoyens palestiniens représentent pour l'État israélien une «menace démographique», fournissent à l'État d'Israël recherche et idéologie et forment ses leaders.

Les institutions académiques israéliennes limitent les inscriptions de Palestiniens et Palestiniennes ; elles persécutent les étudiants et étudiantes qui sont politiquement actifs en entravant leur liberté d'expression ; elles empêchent délibérément les étudiants étrangers d'accéder aux villes et villages palestiniens. Plusieurs de ces institutions se trouvent en territoire occupé palestinien, au sein des colonies israéliennes fondées sur les ruines de villages palestiniens démolis en 1967 ou sur des terrains palestiniens occupés depuis 1967. En août 2007, un ancien collège affilié à l'université Bar-Ilan situé dans la colonie illégale d'Ariel, en Cisjordanie, a été renommé. Il se nomme désormais «Le centre universitaire d'Ariel *en Samarie*». Son conseil d'administration est présidé par l'ancien ministre de la défense israélien, Moshe Arens, et le gouvernement d'occupation a appuyé cette transformation en prétextant que ce geste «permettra d'élargir l'accès pour la société israélienne à l'enseignement supérieur, et ce pour le bien de la société israélienne et de son économie.»

Qu'est-ce qu'un boycott académique ?

Le boycott académique vise à isoler les institutions d'enseignement et de recherche israéliennes (universités, collèges, etc.) afin de souligner leur complicité dans le maintien de l'occupation israélienne et dans toutes les autres violations du droit international. Un boycott des universités israéliennes cible les liens institutionnels entre les universités israéliennes et leurs partenaires internationaux : jumelage interuniversitaire, programmes d'échange, programmes conjoints, initiatives de recherche, etc. *Il ne s'agit pas* de boycotter certains universitaires israéliens en particulier. Nos collègues palestiniens et leurs alliés israéliens sont d'avis que les liens institutionnels entre les universités canadiennes et israéliennes apportent une légitimité aux institutions publiques israéliennes, complices de l'État israélien dans ses violations répétées du droit international et du déni des droits fondamentaux des Palestiniens.² La campagne de boycott des institutions d'enseignement et de recherche israéliennes prend modèle sur la campagne de BDS qui a ciblé les institutions universitaires d'Afrique du Sud à l'époque de la lutte contre le régime d'apartheid (les années 1970 et 80). Une stratégie de boycott académique suppose donc que les collèges et universités ainsi que tous ceux et celles qui y travaillent :

- refusent toute forme de coopération, de collaboration ou de participation à des projets impliquant des institutions d'enseignement et de recherche israéliennes ;
- s'abstiennent d'assister à des activités académiques (congrès, conférences, etc.) tenues dans des institutions d'enseignement et de recherche israéliennes, ou de les parrainer ;
- boycottent les institutions d'enseignement et de recherche israéliennes et suspendent toute forme de financement ou de subventions à leur endroit ;
- promeuvent le désinvestissement d'Israël auprès des établissements universitaires ;
- favorisent les initiatives qui appuient directement les institutions éducatives palestiniennes et assurent des programmes favorables aux étudiants et étudiantes palestiniens ainsi qu'au personnel enseignant palestinien.

Est-ce que le BDS transgresse la liberté académique ?

Certains affirment que le boycott académique est contraire au principe de la liberté académique. Nous leur répondons que travailler dans une université, par exemple, ne donne pas aux professeurs carte blanche, une dispense par rapport aux considérations éthiques. La recherche et la liberté de remettre en question vont de pair avec certaines responsabilités et réalités. L'idée romantique de la tour d'ivoire et de l'intellectuel reclus, œuvrant dans son cabinet de recherche, fait perdre de vue les relations institutionnelles et économiques entre les établissements d'enseignement israéliennes et l'État d'Israël, puissance occupante des territoires palestiniens depuis plus de quatre décennies.

Compte tenu d'une part des assauts physiques contre la liberté académique palestinienne, tels que les frappes aériennes sur les écoles et universités palestiniennes ainsi que sur des écoles onusiennes en Palestine, compte tenu d'autre part de l'implication directe des universités israéliennes dans la violations des droits des Palestiniens et du droit international, le boycott académique offre à la communauté internationale la possibilité de protester et de refuser de participer aux attaques contre la liberté académique palestinienne et de soutenir les institutions et politiques favorables à ces attaques.

Les lobbys pro-Israël tentent de discréditer toute critique à l'endroit d'Israël en les taxant d'«antisémites». C'est une tentative évidente d'étouffer toute possibilité de débat. Ce n'est pas de l'antisémitisme que d'exiger que le gouvernement israélien reconnaisse les normes éthiques et juridiques du droit international et du droit humanitaire. Ce n'est pas de l'antisémitisme que d'appuyer et pratiquer des stratégies non-violentes comme moyens de contrer les pratiques illégales et discriminatoires qui privent injustement depuis plus de 60 ans les Palestiniens leurs droits. La critique des violations des droits de l'homme par Israël ne peut être amalgamée avec le racisme contre les Juifs. Pour les Palestiniens et leurs sympathisants, les revendications du mouvement de BDS sont en effet fondées sur des valeurs universalistes, soient le rejet de toute forme de racisme, y compris l'antisémitisme, et l'égalité des droits pour tous les êtres humains, quelle que soit leurs croyances religieuses, leur origine ethnique, etc.

Qu'en est-il des dissidents issus des universités et collèges israéliens ?

Parmi les professeurs et enseignants israéliens qui s'opposent à l'occupation et à l'apartheid israélien, la plupart pensent en outre qu'un boycott des institutions d'enseignement et de recherche israéliennes est nécessaire, et ce malgré le prix à payer en termes d'avancement professionnel et de carrière. Les non-sionistes de la gauche israélienne seraient malencontreusement affectés par le boycott, certes, mais ils le croient néanmoins nécessaire afin de créer une société plus juste. Lawrence Davidson, professeur d'histoire du Moyen-Orient à l'Université West Chester, Pennsylvanie, souligne ce point : «On ne peut laisser la communauté universitaire d'Israël procéder comme si elle n'avait rien à voir avec la destruction de la société palestinienne, particulièrement ses institutions académiques. Étant donné leur complicité directe et indirecte dans ce processus criminel, la suspension temporaire de la liberté académique des quelques 9000 personnes est le prix à payer pour rétablir les droits fondamentaux de millions de Palestiniens.»

En fait, un boycott d'institutions d'enseignement et de recherche n'est pas tant une violation de la liberté académique des membres de ces institutions mais bien plus un moyen de mettre fin à un régime de privilèges et d'avantages matériels sur lequel de nombreuses carrières ont été bâties : accès aux fonds de recherche institutionnelle, soutien aux activités académiques, etc.

Est-ce que le BDS est efficace? Leçons de l'Afrique du Sud



La campagne internationale pour mettre fin au régime d'Apartheid en Afrique du Sud – mise sur pied au fil de plusieurs années - a fait usage de stratégies et de tactiques non-violentes, notamment le boycott, le désinvestissement et, en dernier lieu, des sanctions. Cette campagne internationale a été organisée suite à l'appel lancé par les mouvements de résistance d'Afrique du Sud et a permis d'isolement de l'État sud-africain sur les plans politique, économique, culturel et académique. Le boycott international (économique, sportif, académique et culturel) d'Afrique du Sud a joué un rôle important dans la chute du régime d'apartheid, conjointement aux luttes nationales internes (locales et, à terme, nationales) pour la justice sociale et économique.

Les universités canadiennes ont joué un rôle dans cette campagne internationale. En 1982, le Conseil des gouverneurs de l'Université McGill fit l'annonce que l'Université avait vendu toutes ses parts dans les compagnies Shell et Mobil, faisant valoir que ces entreprises assuraient «confort et soutien substantiels à l'armée et à la police sud-africaine en leur fournissant des produits pétroliers, favorisant ainsi la politique de l'apartheid.» En 1987, le Conseil des gouverneurs de l'Université Carleton coupa toute forme d'investissement en Afrique du Sud, dont ses contributions aux diverses fondations sud-africaines, et mit fin à ses liens contractuels. Cette même année, le Conseil d'administration de l'Université Queens décida de désinvestir et céda ses parts dans les entreprises qui avaient des investissements directs en Afrique du Sud.



Le 13 juillet 2005, le *UN International Civil Society Conference* a voté une résolution appuyant l'appel palestinien pour une campagne internationale de BDS. Des intellectuels, universitaires, artistes et leaders communautaires de grande renommée ont endossé leur appui à la campagne de BDS : Desmond Tutu, John Berger, Arundhati Roy, Ken Loach, Steven et Hilary Rose, Adrienne Rich, Naomi Klein, et Ilan Pappe, pour ne nommer que ceux-là.

En décembre 2008-janvier 2009, l'offensive israélienne dans la bande de Gaza occupée a été si brutale que depuis, le soutien pour la campagne de BDS ne cesse de croître. Suite au bombardement par Israël de l'Université islamique de Gaza, la Fédération palestinienne des syndicats de professeurs et d'employés d'université a lancé un appel à ses collègues du monde entier leur demandant de soutenir un boycott des institutions universitaires israéliennes. En réponse à cet appel, des milliers de professeurs et d'employés d'université du monde entier ont signé des pétitions soutenant les Palestiniens et, dans de nombreux cas, se sont engagés à organiser localement des événements et discussions sur le boycott académique ou à prendre position pour la campagne de BDS. Une lettre ouverte signée par plus de 400 professeurs de 40 universités à travers le Canada, sous la bannière de la *Faculty for Palestine*, ou *Profs pour la Palestine*, témoigne de leur appui au peuple palestinien. Au Québec, parmi les professeurs, enseignants et employés au niveaux universitaire et collégial, plus de 120 signataires ont appuyé dans une lettre ouverte la campagne de BDS. À travers le monde, des syndicats de travailleurs collégiaux et universitaires ont également pris clairement position en faveur du BDS. Au Royaume-Uni, une position de BDS a été proposée en congrès annuel du *University and College Union* le 27 mai 2009.

En France, le plus grand syndicat d'enseignants (Fédération Syndicale Unitaire) a approuvé la campagne de BDS. En Irlande, le *Irish Congress of Trade Unions*, en Afrique du Sud, le *Congress of South African Trade Unions*, au Royaume-Uni le *British Transport and General Workers Union*, en Écosse le *Scottish Trade Union Congress*, au Québec la *Centrale des Syndicats du Québec* (CSQ), qui est la troisième plus grande fédération syndicale au Québec, au Canada le *Syndicat canadien des travailleurs des postes*, tous ont adopté des résolutions d'appui au BDS. De plus, les travailleurs en milieu universitaire du *Syndicat canadien de la fonction publique* ont adopté une résolution appelant à un boycott universitaire d'Israël, **de même que les enseignants de la Fédération autonome du collégial (FAC) au Québec**. Lors de sa conférence annuelle du 22 février 2009, le comité de coordination des travailleurs universitaires du *Syndicat canadien de la fonction publique*, SCFP-Ontario a voté une résolution allant dans le sens d'«encourager les différents chapitres à tenir des forums publics pour discuter d'un boycott académique des institutions universitaires israéliennes»; d'«enquêter sur les liens entre les universités d'Ontario et l'armée israélienne au niveau de la recherche de la recherche et de l'investissement»; de «mobiliser ses alliés sur les campus pour faire pression sur les universités afin qu'elles ne participent pas à des initiatives de coopération avec des institutions israéliennes au niveau de la recherche militaire»; de «faire pression sur les universités ontariennes afin qu'elles refusent les différentes collaborations, partenariats et investissements qui pourraient contribuer, directement ou indirectement, à la recherche militaire ou à l'armée israélienne.»

En Israël même, un nombre croissant de personnes appuient la campagne de BDS. En janvier 2009, 540 citoyens israéliens ont signé une lettre ouverte intitulée «Un appel de l'intérieur», exhortant la communauté internationale à mettre en œuvre l'appel lancé par les organisations palestiniennes pour la défense des droits humains et à adopter des mesures concrètes, y compris l'imposition de sanctions, afin de s'assurer qu'Israël s'acquitte de ses obligations en termes de droit international humanitaire.

Le soutien croissant à la campagne de BDS indique clairement que les gens de différents horizons voient la nécessité de mesures concrètes et concertées pour contrer l'apartheid israélien. Comme le dit si bien la journaliste et auteure Naomi Klein

«Il est temps. Il est grand temps. La meilleure stratégie pour mettre fin à l'occupation de plus en plus sanglante est de faire d'Israël la cible d'un mouvement global similaire à celui qui mit fin à l'apartheid en Afrique du Sud.»

Pour plus information cuwu.info@gmail.com